

Le secteur associatif joue un tel rôle dans tous les domaines de notre société qu'il était indispensable de donner la parole à ses responsables de terrain : les dirigeants bénévoles des associations. C'est ce que nous faisons depuis maintenant quatre ans : l'enquête annuelle sur *L'opinion des responsables associatifs* est devenu un outil reconnu, et précieux pour suivre régulièrement l'évolution de ce secteur, et identifier les difficultés qu'ils peuvent rencontrer, année après année.

Chacun sait que l'immense majorité des associations (85% environ), ne vivent et ne se développent que grâce à la ressource humaine bénévole – sans aucun salarié. Il était donc naturel, à nos yeux, de prolonger cette enquête par un dialogue direct avec les bénévoles en charge de l'animation. C'est l'objectif du *Baromètre d'opinion des bénévoles*, né en 2008 de notre coopération avec l'association France Bénévolat, et qui en est aujourd'hui à sa deuxième vague annuelle.

La mobilisation de ces deux outils complémentaires, au moment où des difficultés financières puis économiques se multiplient, correspond tout à fait à notre Projet associatif. C'est ainsi qu'en lien avec notre comité d'experts et avec nos différents partenaires, nous avons intégré plusieurs questions dans les deux enquêtes de ce printemps réalisées entre le 10 mars et le 9 avril 2009, pour vérifier si cette crise entraînait déjà des effets sur le fonctionnement des associations et sur l'engagement bénévole<sup>1</sup>.

Les résultats sont présentés ici pour informer les acteurs et les décideurs, et pour éclairer les décisions qu'ils seront conduits à prendre au cours des prochains mois. Mais il n'est pas inutile, en introduction du présent développement, de rappeler que les dirigeants des associations font preuve d'un grand sens des responsabilités, bien au-delà de l'objet de leurs associations respectives. Ils se montrent attentifs – et disponibles – face aux événements que connaît la société dans laquelle ils se sentent profondément engagés.

### DES ASSOCIATIONS CITOYENNES

Dans *La France associative en mouvement*<sup>2</sup>, nous avons mis en évidence la disponibilité et le sens des responsabilités dont font preuve les responsables associatifs, dans des circonstances exceptionnelles. Interrogés en 2008 dans le cadre de l'enquête d'opinion des responsables associatifs, 35% des dirigeants ont affirmé que leur association avait

---

<sup>1</sup> Parallèlement, une étude est en cours sur l'évolution de l'emploi dans le secteur associatif, depuis le premier trimestre 2008. Elle sera prochainement en ligne sur notre site [www.recherches-solidarites.org](http://www.recherches-solidarites.org)

<sup>2</sup> *La France associative en mouvement*, sous la direction de Cécile BAZIN et Jacques MALET – GUALINO éditeur – collection Associations et citoyenneté – décembre 2008.

déjà eu l'occasion de se mobiliser à l'occasion de tempêtes, d'inondations, ou au moment du Tsunami pour récolter des fonds, ou encore dans le cadre du plan canicule...

Trois responsables sur quatre (73%) indiquent que leur association « *se doit de jouer un rôle particulier dans des circonstances exceptionnelles* », soit de façon quasiment spontanée, et cela vaut particulièrement pour celles qui sont dans le domaine social, soit « *éventuellement* », en fonction des événements et des sollicitations.

Ces questions d'ordre général sur les circonstances exceptionnelles introduisaient le sujet grave que les autorités sanitaires nous avaient demandé d'aborder : quel pourrait être le rôle des associations en cas de pandémie grippale ? Au moment de cette vague d'enquête, au printemps 2008, nous étions loin d'imaginer que ce thème serait aussi vite d'actualité, un an plus tard, avec le risque de « *grippe A* ». Et nous ignorions tout de la crise financière et économique qui est survenue brutalement à l'automne.

### **METHODOLOGIE DES DEUX ENQUETES ANNUELLES**

La préparation et l'organisation de chaque vague d'enquête répond à des règles très précises, que nous tenons à diffuser : une première étape consiste à identifier les sujets sur lesquels les acteurs et les décideurs concernés souhaitent bénéficier d'informations utiles. Cette première concertation conduit à des arbitrages et à la sélection de thèmes précis qui font l'objet de projets de questions. Une troisième étape permet de tester la bonne compréhension de ces questions, de manière à s'assurer que les résultats traduiront bien ce que l'on veut mesurer.

La quatrième étape consiste à encourager les répondants potentiels à s'exprimer : tous nos partenaires sont ainsi mobilisés, ce qui permet la participation la plus large, et la construction d'un panel dont nous vérifions pas à pas la représentativité.

C'est ainsi que chacune des vagues annuelles d'enquête auprès des responsables associatifs a comporté en moyenne plus de 2.000 participants, et que les deux vagues (2008 et 2009) d'enquête auprès des bénévoles ont rassemblé respectivement 6.969 et 4.780 répondants<sup>3</sup>.

En lien étroit avec notre comité d'experts (sociologues, statisticiens, spécialistes des enquêtes qualitatives et quantitatives, experts des différents secteurs de la vie associative...), nous nous assurons de la robustesse des différents segments du panel, selon la méthode des quotas, appliqués aux variables taille et secteur d'activité, pour ce qui concerne les associations, et aux variables individuelles, pour ce qui concerne les personnes.

Après l'exploitation statistique des résultats, nous préparons leur analyse et la mise en place des commentaires utiles : ceux-ci sont toujours construits avec la précieuse coopération de nos experts qui sont invités à s'exprimer.

---

<sup>3</sup> Alors que l'enquête 2008 avait pu se dérouler sur plusieurs mois, nous avons tenu, en 2009, à en limiter la durée à un mois pour pouvoir dater les réponses relatives aux effets de la crise.

Concernant particulièrement les questions posées à propos de la crise actuelle, tant aux responsables associatifs qu'aux bénévoles, nous avons demandé aux répondants de bien vouloir tenter d'isoler les conséquences directes des difficultés actuelles. La phrase suivante ouvrait la série de ces « *questions d'actualité* », présentées en tant que telles : « *les réponses ne doivent être positives que si elles ont un lien direct avec cette crise.* »

Naturellement, un biais peut toujours intervenir car les causes d'un phénomène ne sont pas forcément identifiables avec précision. Pour autant, il était clairement demandé de signaler des modifications exceptionnelles, par rapport au fonctionnement habituel de l'association. Et nous présentons ici des résultats qui doivent être considérés comme des tendances maximales.

Lorsque cela pouvait conduire à des constats utiles, nous avons posé les mêmes questions aux dirigeants d'associations et aux bénévoles en charge de l'animation. Ce regard convergent sur un même sujet est ainsi révélateur de ce qui se ressent directement sur le terrain.

Nous avons aussi tiré profit de certaines questions récurrentes, posées d'une manière identique depuis le début de cette démarche d'enquête, ce qui nous a permis de mesurer les résultats 2009, par rapport à ceux des trois années précédentes.

## **1 - DES ADHERENTS MOINS NOMBREUX**

La question posée de ce point de vue était très simple : ***Le nombre d'adhérents a-t-il diminué ?*** En avril dernier, dans une proportion de 30%, les responsables répondent oui. Cette proportion est au plus haut dans le secteur des loisirs (35%). Elle se situe à la moyenne dans la culture et le sport, et elle est un peu plus faible (27%) dans le secteur de la santé et du social, le terme d'adhérent pouvant être parfois confondu avec celui de bénéficiaire. Plus les associations sont petites, et plus elles sont nombreuses à signaler des pertes d'adhérents.

Si, en avril dernier, près d'une association sur trois indique avoir perdu des adhérents, c'est un premier signe selon lequel les Français auraient déjà eu à arbitrer par rapport à des dépenses jugées moins prioritaires. Notamment, peut-être, pour réduire un peu le nombre des inscriptions des enfants dans les associations. En toute hypothèse, cette diminution d'effectifs ne réduit généralement que fort peu les dépenses des associations, mais peut clairement peser sur leurs recettes.

## **2 - DES DEMANDES DE FACILITES DE PAIEMENT**

La question était ainsi libellée : ***Les demandes de facilités de paiement des cotisations/adhésions, ou éventuellement des prestations assurées par l'association, sont-elles plus nombreuses ?*** Dans une proportion de 28%, globalement, les responsables d'associations répondent oui. Et cette proportion varie très fortement, au plus haut et de loin dans le sport (46%), dans la moyenne pour les loisirs, et un peu plus bas (22%) dans la culture et le domaine social.

Les petites associations sont proportionnellement moins nombreuses (24%) que les moyennes et les grandes (35%) à signaler ce phénomène.

Il n'est pas étonnant que le secteur associatif soit, lui aussi, impacté par les difficultés de pouvoir d'achat que peuvent ressentir les foyers les plus modestes. Et il est important de souligner que la diminution du nombre des adhérents, qui pèse sur les recettes associatives, se cumule ici avec une tension qui ne manquera pas de jouer sur les trésoreries, notamment dans les organismes qui ne disposent pas de réserves.

### 3 - DES BENEVOLES PLUS PRESENTS ET PLUS CONCERNES

Nous avons voulu ici demander leur avis aux responsables, concernant les bénévoles de leurs associations, ainsi qu'aux bénévoles eux-mêmes : d'où deux questions en résonance.

La question posée aux responsables était la suivante : « *Les bénévoles sont-ils plus présents et plus concernés ?* ». 36% des responsables associatifs répondent positivement. On ne sera pas surpris de constater que cette proportion varie fortement de 31% à 35% dans le sport, les loisirs ou la culture, jusqu'à 47% dans le secteur social. En revanche, elle ne varie pas selon la taille des associations, ni selon qu'elles sont fédérées ou non.

La question posée aux bénévoles eux-mêmes était la suivante : « *Du fait de la crise, vous sentez-vous plus concerné, et vous sentez-vous un bénévole plus attentif et plus actif ?* » 47% d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et les variations de cette proportion sont importantes : un peu plus de 30% chez les 18-25 ans, autour de 45% entre 25 et 55 ans, et plus de 50% au-delà.

Selon le secteur, la proportion des réponses positives se situe un peu au-dessous de 40% dans le sport, autour de 40% dans la santé, la culture ou les loisirs. Elle grimpe à 53% dans l'environnement, à 58% dans la solidarité internationale, dépassant 60% dans le secteur social. Les bénévoles se sentent d'autant plus concernés qu'ils agissent dans une grande association, caractéristique des organismes intervenant en matière sociale.

Ce sont logiquement les bénévoles engagés dans les fonctions d'accueil et d'écoute, dans des activités de collecte, de tri et de distribution de nourriture ou de vêtements, mais aussi dans des actions de formation, qui se disent plus particulièrement concernés, attentifs, et actifs.

L'exercice de responsabilité n'est pas un critère discriminant : que l'on soit membre d'un bureau ou d'un conseil d'administration, responsable d'activité ou bénévole de terrain, tout le monde se sent mobilisé. De même, les bénévoles intervenant ponctuellement ne se sentent pas moins concernés que les bénévoles agissant régulièrement.

Ainsi, les responsables associatifs ressentent une plus forte mobilisation de leurs bénévoles (36%), un peu moins cependant que ne l'expriment les bénévoles eux-mêmes (47%). C'est logiquement dans le domaine social que cette mobilisation est la plus forte, et tout particulièrement dans des fonctions d'accueil, d'écoute et de distribution directe d'aides matérielles aux plus démunis.

## 4 - UN RENFORT BENEVOLE

La question a ainsi été posée aux responsables associatifs : « *De nombreux bénévoles ont-ils voulu rejoindre l'association ?* » 18% ont répondu par l'affirmative, et cette proportion a également varié de 15% dans le sport, à 17% dans les secteurs de la culture et des loisirs, jusqu'à 22% dans les secteurs du social et de l'humanitaire.

C'est ce seul critère d'activité qui fait significativement varier les réponses. La taille de l'association, ou encore le fait qu'elle soit inscrite dans un réseau, n'influent pas sur les réponses des dirigeants d'associations.

Il est encore trop tôt pour mesurer les effets quantitatifs de la crise, quant à la naissance de nouvelles vocations bénévoles. On peut toutefois déjà constater positivement que dans près d'une association sur cinq, y compris dans celles qui n'ont pas particulièrement pour objet de traiter directement les effets de la crise sur les personnes les plus faibles, l'arrivée de nouveaux bénévoles a été enregistrée.

### DE L'UTILITE D'UN BAROMETRE ANNUEL

Dès lors que nous disposons désormais d'un baromètre permettant de suivre, notamment, la perception des responsables d'associations sur les ressources humaines bénévoles dont ils disposent, nous avons bien évidemment observé les résultats 2009, comparés à ceux des trois années précédentes. Le tableau suivant montre que les associations ne ressentent pas pour le moment de tensions particulières.

Tableau 1 - Pour organiser les activités de cette année, l'association dispose d'un nombre de bénévoles réguliers (personnes exerçant une fonction précise et continue) (en %) :

	2006	2007	2008	2009
Suffisant ou à peu près suffisant	63	60	62	62
Insuffisant	29	30	29	30
Très insuffisant	5	6	7	6
Non réponses	3	4	2	2
Total	100	100	100	100

Sources : Enquêtes annuelles sur l'opinion des responsables associatifs.

En avril dernier, un peu plus d'un tiers des responsables associatifs signalent des difficultés, en matière de ressources humaines bénévoles. Et nous aurons un regard plus attentif encore sur cette proportion, certes assez modeste (6% en 2009) de ceux qui rencontrent de sérieuses difficultés. Notamment en traduisant cette proportion de 6% en nombre d'organismes pouvant être en danger : cela fait plus de 65.000 associations pour l'ensemble du territoire.

Si l'on considère l'appréciation de la ressource humaine selon les secteurs, on remarque que les responsables des associations culturelles sont un peu plus satisfaits en 2009, par rapport aux années précédentes, pendant que ceux des associations de loisirs et d'éducation populaire semblent au contraire un peu plus préoccupés.

Même si la proportion de responsables satisfaits dans le secteur social progresse un peu depuis deux ans, c'est ce domaine qui semble le plus demandeur de ressources humaines bénévoles. En 2009, il affiche de surcroît une proportion significative de 8% de responsables très préoccupés de ce point de vue.

Il semble que les associations fédérées disposent de meilleurs atouts pour recruter et fidéliser leurs bénévoles réguliers, puisqu'en 2009, 65% de leurs responsables estiment disposer d'un nombre suffisant ou à peu près suffisant de bénévoles réguliers, contre une proportion de l'ordre de 60% chez les responsables des associations indépendantes.

D'une manière générale, et ce résultat est corrélé au précédent, compte tenu de leurs caractéristiques, ce sont les plus petites associations qui rencontrent le plus de difficultés en matière de bénévolat.

Au bilan, les associations semblent disposer d'un nombre de bénévoles qui leur permet globalement de fonctionner, à l'exception d'un petit groupe de l'ordre de 6%, en réelle difficulté. Le premier trimestre 2009 ne semble pas marquer d'inflexion particulière de ce point de vue, selon les responsables associatifs.

On notera pour autant qu'ils sont presque 20% à signaler l'arrivée de nouveaux bénévoles, en lien avec les difficultés financières et économiques actuelles. Dès lors que le bilan est à peu près constant, par rapport aux années antérieures, cela pourrait signifier que pendant ce temps d'autres bénévoles sont partis. Ou encore que les besoins se sont accrus et/ou que certains bénévoles ont un peu réduit leur activité.

## 5 - LES DIFFICULTES PERSONNELLES DES BENEVOLES

Ils semblent certes nombreux à s'être fortement mobilisés pour les autres au début de la crise. Pour autant, ils peuvent rencontrer eux-mêmes des difficultés conjoncturelles qu'il était indispensable d'évaluer. Pour cela, nous les avons interrogés sur deux plans : d'abord sur les problèmes personnels qu'ils peuvent rencontrer dans leur engagement bénévole lui-même, ensuite quant aux difficultés personnelles et familiales qu'ils peuvent rencontrer aujourd'hui.

○ Première question posée à la fois aux responsables associatifs et aux bénévoles eux-mêmes. Elle était formulée ainsi pour les responsables : *Les bénévoles de votre association sont-ils plus attentifs aux frais personnels que peut occasionner leur activité bénévole (frais de déplacement, garde d'enfants...)* ? Ils répondent « oui » dans une proportion très importante de 62%. Compte tenu du poids financier que représentent les déplacements dans le secteur du sport, cette proportion monte à 73% dans les clubs. C'est un constat que ne manqueront pas d'observer les décideurs.

La question posée aux bénévoles eux-mêmes était la suivante : *Etes-vous plus attentif aux frais personnels que peut occasionner votre activité bénévole (frais de déplacement, garde d'enfants...)* ? Vécue par les bénévoles eux-mêmes, cette nouvelle difficulté est bien réelle : 52% d'entre eux répondent positivement. Et cette proportion varie ici aussi en fonction du secteur dans lequel ils opèrent : elle est au plus haut, aux environs de 60% dans le sport, la solidarité internationale, et dans les associations de défense.

Elle varie aussi selon l'âge des bénévoles, au plus haut entre 25 et 60 ans, soit au moment de la vie active, et au plus bas au-delà de 65 ans. Elle varie aussi significativement, selon que l'on est un homme (54%) ou une femme (49%), sachant que l'on retrouve ici l'effet « sport », secteur encore largement dominé par le bénévolat masculin.

C'est peut-être pour les mêmes raisons de moyens - qui conduisent certains à se limiter à un bénévolat plus ponctuel - que ces intervenants occasionnels sont également plus sensibles que les autres (54% contre 51%) à ces difficultés matérielles ?

Peut-être par pudeur, les bénévoles eux-mêmes se disent moins attentifs aux frais personnels que peut occasionner leur activité (52%), que ne le pensent leurs responsables d'associations (62%). Pour autant, la majorité des personnes interrogées s'accorde pour dire que la pratique bénévole peut être singulièrement freinée en ce moment par ces difficultés éprouvées.

Et quand on sait que nombre de bénévoles ne demandent pas le remboursement de leurs frais aux associations, cette conjoncture peut être préjudiciable à l'activité bénévole elle-même et sans doute au plus mauvais moment compte tenu des besoins, si les bénévoles réduisent leur activité. Et préjudiciable à l'association s'ils sollicitent la prise en charge de leurs déplacements.

○ Deuxième question posée aux bénévoles en qualité de citoyens. Ils sont en effet, comme les autres, tributaires de la conjoncture, et la question suivante leur a été également posée : « *D'une manière générale rencontrez-vous des difficultés personnelles et familiales, directement liées à la crise, qui pourraient perturber ou mettre en cause votre engagement bénévole ?* » Les deux tiers des bénévoles répondent non (65%), 20% indiquent qu'ils ne rencontrent pas de difficultés aujourd'hui mais craignent pour les mois à venir, et 13% indiquent que leurs difficultés personnelles et familiales sont déjà réelles. Le tableau suivant présente les résultats en fonction de l'âge des bénévoles.

Tableau 2 - D'une manière générale rencontrez-vous des difficultés personnelles et familiales, directement liée à la crise, qui pourraient perturber ou mettre en cause votre engagement bénévole ? (en %, selon l'âge)

	18 - 25	25 - 40	40 -55	55 -60	60 -65	65 ou +
Non	67	58	62	64	76	82
Non, mais craignez pour les mois à venir	20	24	21	20	15	10
Oui, vos difficultés sont déjà réelles	12	16	15	13	5	4
Non réponses	1	2	2	3	4	4
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Baromètre d'Opinion des Bénévoles – Enquête 2009.

C'est entre 25 et 55 ans que les bénévoles sont aujourd'hui proportionnellement les plus nombreux à rencontrer des difficultés personnelles et familiales. Ils sont en effet directement exposés à la conjoncture économique dans leur vie professionnelle, et ils sont à ce moment de leur parcours en pleine responsabilité familiale.

A l'inverse, au-delà de 60 ans, les bénévoles semblent aujourd'hui un peu plus à l'abri de ce point de vue, mais ils sont tout de même 15% entre 60 et 65 ans et 10% après 65 ans, à indiquer leurs craintes pour les mois à venir, qui « *pourraient perturber ou mettre en cause leur engagement bénévole* ».

Les bénévoles intervenant ponctuellement se disent un peu plus touchés que ceux qui interviennent régulièrement et qui sont en moyenne un peu plus âgés. Pour des raisons d'âge identiques, les bénévoles exerçant des responsabilités se disent un peu moins touchés que les autres.

Notons enfin que les bénévoles actifs dans les plus petites associations sont plus concernés que les autres par ces difficultés personnelles et familiales (16% contre 11% dans les associations moyennes et grandes).

**Selon notre démarche constante, nous avons souhaité recueillir le témoignage d'André Verchère, président de France Bénévolat Nantes Atlantique. Son équipe reçoit au quotidien les candidatures de bénévoles et les demandes formulées par les associations qu'elle tente de rapprocher et de satisfaire au mieux. Quelle lecture fait-il des réponses des responsables associatifs et des bénévoles aujourd'hui concernant les effets de la crise ?**

### **DES CANDIDATS AU BENEVOLAT PLUS NOMBREUX ET MOTIVES ANDRE VERCHERE<sup>4</sup>**

*Dans nos lieux d'accueil, nous constatons, depuis quelques semaines, que les personnes qui font la démarche de venir s'informer sur le bénévolat sont plus nombreuses, à période comparable, mais surtout qu'elles sont plus motivées.*

*Il y a manifestement une prise de conscience des risques liés à la période instable que nous vivons : plus de chômage, plus de difficultés à faire face, plus de risque d'addiction, et ces inquiétudes motivent un certain nombre de nouveaux bénévoles en direction des associations à vocation sociale.*

*Je lis dans les résultats des enquêtes que les associations fédérées recrutent plus facilement ; il y a un effet d'entraînement et une communication plus efficace. A contrario, souvent, les petites associations n'ont pas un véritable projet associatif, surtout pour des associations nées d'un projet personnel et économique n'impliquant que les fondateurs ; quand bénévoles et finances viennent à manquer, il n'est pas étonnant alors, qu'elles aient de la peine à faire face au développement de leur activité.*

*Il faut les aider. Les services de l'Etat ont créé les CRIB - Centres de Ressources et d'Information aux Bénévoles - certaines collectivités tentent aussi de fédérer les lieux ressources ; démarche louable mais sera-t-elle suffisante pour limiter la disparition des petites structures ?*

*Par ailleurs, l'augmentation sensible du prix de l'essence en 2008 a stimulé une prise de conscience, quant au coût de la démarche bénévole. De leur côté les associations ne peuvent pas forcément prendre en charge tous les frais de route. Il existe une possibilité de réduction fiscale : le bénévole fait un don, correspondant au montant de ses frais, à l'association qui lui délivre un reçu fiscal permettant une réduction d'impôt actuellement de 66%. Il faut faire connaître cette possibilité, mais il faut aussi que l'Administration fiscale clarifie sa position et ne laisse pas planer des risques de remise en cause a posteriori.*

*Du côté des associations les préoccupations financières peuvent varier en fonction de l'origine des financements et de leur concordance avec les politiques de la Collectivité*

---

<sup>4</sup> Président de France Bénévolat Nantes Atlantique – Membre du comité d'experts de R&S.



qui les accorde. Les responsables associatifs sont encore nombreux à ne pas ressentir les effets de la crise mais ils s'y préparent consciemment et, à mon avis, ont déjà instauré encore plus de rigueur dans les comportements.

Pour conclure, je dirais qu'en cas de crise les bonnes volontés sont encore nombreuses et le monde associatif a toute sa raison d'être, rapide dans ses réactions, adaptable aux nouvelles situations, force d'analyse et de propositions. A l'image de ce qui risque de se passer en matière économique, la crise risque d'être fatale à un certain nombre d'associations déjà fragiles ou fragilisées par les circonstances. Ces associations, si elles sont viables, doivent se sentir soutenues par un accompagnement respectueux de leur diversité. Accompagner la création d'associations comme on accompagne la création d'entreprises serait un gage de réussite et de bonne santé sociale pour notre avenir. C'est une œuvre collective à développer.

**ANDRE VERCHERE**

## 6 – QUELQUES BUDGETS DEJA REDUITS

Toujours en lien avec la crise, plusieurs questions portaient sur les budgets des associations. La première concernait les conditions dans lesquelles les associations ont préparé leur exercice en cours : « *Votre association a-t-elle été contrainte de revoir son budget prévisionnel 2008-2009 ou 2009 ?* » Effet réel de la crise ou pas, les réponses sont très nettes : 42% des responsables associatifs répondent par l'affirmative. Le tableau suivant présente en fait peu de différences selon les secteurs.

Tableau 3 - *Votre association a-t-elle été contrainte de revoir son budget prévisionnel 2008-2009 ou 2009 ? (en %)*

	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Ensemble
Oui	44	44	42	40	41	42
Non	54	55	56	56	56	55
Non réponse	2	1	2	4	3	3
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ORA 2009 – R & S.

Les associations de la culture et des loisirs semblent avoir été proportionnellement plus nombreuses à prendre des mesures de réduction. Est-ce par prudence, et pour anticiper des difficultés à venir, ou bien par réelles contraintes ?

Les plus grandes associations, dans la mesure où elles comportent généralement des salariés et dans la mesure où elles sont fréquemment attributaires de subventions qui sont le plus souvent signalées à la baisse par les pouvoirs publics, ont réduit leurs budgets prévisionnels dans une proportion considérable de 58%. Les associations moyennes ont fait de même dans une proportion de 46%, et les plus petites dans une proportion de 37%.

Une question complémentaire a été posée, pour mieux préciser la situation, telle qu'elle est vécue dans la durée par les dirigeants des associations : *Votre association devra-t-elle construire plus prudemment son budget 2009-2010 ou 2010 ?* Le tableau suivant présente les réponses ventilées selon les différents secteurs d'activités.

Tableau 4 - *Votre association devra-t-elle construire plus prudemment son budget 2009-2010 ou 2010 ? (en %)*

	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Ensemble
Oui certainement	45	48	46	44	43	45
Oui peut-être	36	32	40	33	39	37
<b>Sous total</b>	<b>81</b>	<b>80</b>	<b>86</b>	<b>77</b>	<b>82</b>	<b>82</b>
Probablement pas	12	13	12	14	11	12
Non	6	6	1	7	5	5
Non réponse	1	1	1	2	2	1
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ORA 2009 – R & S.

Sensiblement, la même proportion (42%) des responsables qui indiquaient avoir déjà revu leur budget confirment (45%) cette nécessité pour le prochain exercice. Si l'on ajoute ceux qui n'écartent pas cette hypothèse, on parvient à une proportion qui dépasse généralement 80% des organismes, qui, d'une façon ou d'une autre, semblent se préparer à réduire un peu la voilure sur le plan budgétaire.

Dans cet environnement manifestement inquiet, ce sont les responsables des clubs sportifs qui semblent craindre le plus, et les dirigeants du secteur sanitaire et social qui semblent un peu moins affirmatifs.

Si plus de 40% des responsables ont déjà procédé à une réduction du budget prévisionnel de l'association, on peut considérer que le secteur associatif n'est pas épargné par les difficultés actuelles. Et s'ils sont plus nombreux encore à être aujourd'hui convaincus de devoir le faire pour l'année qui vient, on perçoit bien un sentiment d'inquiétude face à l'avenir. De nombreux témoignages vont dans ce sens et indiquent que la rentrée prochaine, au moment où les associations relanceront leurs activités pour une saison nouvelle, sera décisive.

Pendant que les dirigeants expriment leurs premières angoisses, qu'en est-il des bénévoles engagés au sein des associations ? Nous avons voulu voir s'ils ressentent aussi quelques tensions nouvelles.

Pour ce faire, la question à leur intention était ainsi libellée : « *Du fait de la crise, avez-vous ressenti des difficultés nouvelles en termes de moyens, pour développer l'activité dans laquelle vous êtes engagé ?* »

Globalement, la moitié des bénévoles répondent par la négative (51%). 25% indiquent qu'ils ressentent ces difficultés, mais qu'ils peuvent faire face, et 21% précisent que « *ça devient très difficile à gérer* ». C'est la variable « *secteur d'activité* » qui présente le plus d'intérêt, et ses résultats comparés sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 5 - Du fait de la crise, avez-vous ressenti des difficultés nouvelles en termes de moyens, pour développer l'activité dans laquelle vous êtes engagé ? (en %)

	Sport	Loisirs	Education	Santé	Environnement	Culture	Social
Non	48	51	63	53	51	46	44
Oui, et on peut faire face	25	26	16	29	26	30	27
Ça devient très difficile à gérer	25	19	18	15	21	20	24
Non réponses	2	4	3	3	2	4	5
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Baromètre d'Opinion des Bénévoles – Enquête 2009.

Si l'on prend les secteurs dans lesquels la proportion de bénévoles sereins est la plus forte, on remarque celui de l'éducation populaire, et à un degré moindre celui de la santé. A l'inverse, dans les domaines du sport, de la culture et du social, cette proportion est inférieure à la moitié.

Parmi les bénévoles préoccupés, près d'un quart de ceux qui agissent dans le sport ou dans le secteur social se trouvent d'ores et déjà dans une situation « *très difficile à gérer* ».

L'autre variable significative est celle qui est relative aux fonctions exercées au sein de l'association : de ce point de vue, les bénévoles les plus préoccupés sont ceux qui sont en charge de monter des projets et de rechercher des financements (36% contre une moyenne de 21%), ceux qui sont responsables ou acteurs de collecte (30%), ceux qui sont responsables de la formation au sein de leur association (30%), ainsi que ceux qui sont en charge d'organiser des manifestations (28%).

On ne sera pas étonné de constater que plus on exerce des responsabilités, plus on marque de l'inquiétude : c'est ainsi le cas de 28% des membres des conseils d'administration des associations. Plus protégés, ou encore assez peu impactés par cette conjoncture, les bénévoles qui agissent directement sur le terrain, sans responsabilité particulière, ne sont que 16% à indiquer des difficultés réelles.

## QU'INDIQUE NOTRE BAROMETRE ?

Dès lors que nous disposons désormais d'un baromètre permettant de suivre, notamment, la perception des responsables d'associations sur les moyens financiers dont ils disposent, nous avons bien évidemment observé les résultats de ce début 2009, comparés à ceux des trois années précédentes. Le tableau suivant montre effectivement que certaines tensions apparaissent, mais encore limitées, semble-t-il.

Tableau 6 – Votre association dispose, pour l'année en cours, de moyens financiers (en %)

	2006	2007	2008	2009
Tout à fait suffisants	14	10	17	17
A peu près suffisants	35	40	43	40
<b>Sous total</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>60</b>	<b>57</b>
Insuffisants	35	36	30	31
Très insuffisants	15	13	9	11
<b>Sous total</b>	<b>50</b>	<b>49</b>	<b>39</b>	<b>42</b>
Non réponse	1	1	1	1
Total	100	100	100	100

Source : Enquêtes annuelles - ORA.

Après l'embellie que nous avons enregistrée lors de l'enquête 2008, et que nous avons pour partie attribuée aux élections municipales et cantonales intervenues cette année-là, et surtout aux campagnes électorales qui les ont précédées, on assiste à un repli de trois points au premier trimestre 2009.

Il y a désormais 42% de responsables inquiets quant aux moyens financiers dont ils disposent, et cette proportion est un peu plus forte dans le secteur social et dans celui de la culture.

On remarquera surtout que la proportion des responsables très inquiets est passée de 9% à 11% (et même 14% dans le secteur social) en 2009. Traduite en nombre d'associations, cela représente un total de l'ordre de 120.000 organismes qui pourraient être ainsi en danger.

## 7 - CES DIFFICULTES PEUVENT-ELLES COMPROMETTRE LES MISSIONS ?

Il était important de voir comment ces difficultés financières peuvent impacter les missions que les associations se donnent, de par leurs Projets associatifs, d'où la question suivante : *Votre association pourrait-elle être conduite à revoir le périmètre de ses missions ?* Le tableau suivant présente les réponses selon la gravité ressentie de la situation, et selon le secteur d'activité.

Tableau 7 – *Votre association pourrait-elle être conduite à revoir le périmètre de ses missions ? (en %)*

	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Ensemble
Oui, sûrement	9	16	12	10	10	12
Oui, et peut-être dès la présente année	23	16	13	22	20	18
Oui, peut-être à partir du prochain exercice	20	19	23	14	23	21
<b>Sous total</b>	<b>52</b>	<b>51</b>	<b>48</b>	<b>46</b>	<b>53</b>	<b>51</b>
Non	47	47	50	53	44	48
Non réponse	1	2	2	1	3	1
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ORA 2009 – R & S.

Fort heureusement, on enregistre aujourd'hui un certain décalage entre les difficultés financières ressenties ou anticipées, et leur traduction dans le périmètre des missions des associations. Pour autant, les responsables se partagent sensiblement en deux moitiés, les premiers craignant de devoir revoir leurs objectifs et leur plan d'actions, les autres paraissant confiants.

Parmi ceux qui craignent pour l'avenir, 12% sont affirmatifs et considèrent une révision de leurs missions comme inéluctable, les secteurs des loisirs et de l'éducation populaire semblant clairement plus inquiets. 18% n'écartent pas cette hypothèse, dès la présente année, et 21% pensent passer cette année sans avoir à procéder à des révisions de cet ordre, mais craignent pour le prochain exercice.

D'une manière plus nuancée que pour ce qui concerne les difficultés financières, sans doute à la fois dans la mesure où les responsables associatifs sont généralement de bons gestionnaires qui disposent de quelques utiles réserves – la preuve – mais aussi dans la mesure où tout ne se réduit pas à une question d'argent, grâce à l'apport des bénévoles, les responsables associatifs n'écartent pas de revoir le périmètre de leurs missions. Dans certains secteurs, notamment lorsque les missions concernent les plus démunis, ces révisions peuvent être préjudiciables à ces derniers, et sans doute au plus mauvais moment pour eux.

**Avec le même souci de partager les résultats de nos enquêtes avec des experts directement concernés par la vie associative, nous laissons Patrick Bonneau, président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) de la région Poitou-Charentes, nous faire part de sa propre lecture.**

### **« QUE SERAIT LA VIE SANS LES ASSOCIATIONS ? »**

**PATRICK BONNEAU<sup>5</sup>**

*On le sait bien dans le monde des associations : l'acte bénévole est à la source de toute vie associative et la qualité de celle-ci est fortement dépendante de la qualité de celui-là. L'acte bénévole est aussi le carburant de l'activité associative et dans leur très grande majorité les associations ne peuvent compter que sur leurs seuls bénévoles pour conduire leurs activités.*

*De plus, l'engagement bénévole porte le sens de l'action associative, il est un des principaux reflets de la qualité de la vie collective dans notre pays et l'on imagine mal aujourd'hui ce que deviendrait la vie sociale et la vie de chacun si les associations fermaient la porte !*

*« Que serait la vie sans les associations ? » C'est autour de ce slogan que la CPCA Poitou-Charentes a conduit au mois de mars dernier une opération de sensibilisation orientée sur l'importance de la place que tiennent les réalisations associatives dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous.*

*Au delà des aspects revendicatifs, toujours nécessaires à rappeler, nous avons surtout voulu souligner auprès de nos responsables publics la place essentielle que tient l'association dans la vie des gens. Au point que, au travers des témoignages très émouvants, la question pouvait aussi être posée de cette manière : « Que serait ma vie sans les associations ? »*

*Ce recueil de l'opinion des responsables et des bénévoles associatifs orienté sur ce contexte de crise tombe donc à pic ! A la fois pour nourrir ce débat essentiel à l'avenir de notre société que pose la question de la place des associations - leur place reconnue et leur marge de manœuvre pour agir ... Mais aussi et peut-être surtout pour apprécier si les effets de la crise auront un impact déterminant sur leurs projets d'actions et sur leurs conditions de fonctionnement. Enfin ce recueil d'opinions permet aussi de mettre en*

---

<sup>5</sup> Président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) de la région Poitou-Charentes – Membre du comité d'experts de Recherches & Solidarités.

regard les impressions du moment, dans l'action et le recul des positions qu'offre un cadre plus construit.

Je voudrais relever, pour ma part, trois principaux enseignements que nous livrent ces enquêtes.

### **TOUT D'ABORD ... LES BENEVOLES « ASSURENT »...**

En effet, on ne constate pas de manière sensible de « mouvement de retrait » que pourrait entraîner logiquement le contexte de crise, puisque la gestion associative devient plus dure. On ne constate pas, inversement, que le contexte de crise sert de « justification nouvelle » à l'engagement bénévole pour « sauver » en quelque sorte les associations.

En ce sens « l'espace associatif » pris dans sa globalité - qui est par nature à mi-chemin entre le public et le privé - semble moins sujet aux phénomènes d'agitation que l'on constate ces temps-ci chez nos dirigeants, à la fois dans le domaine des responsabilités publiques et dans le domaine des activités économiques privées.

Si les difficultés sont bien perçues, elles ne semblent pas remettre en question de manière fondamentale le « temps bénévole » investi.

Les bénévoles « assurent », et sont prêts à assurer sans se faire trop d'illusion : « Il faudra donner de son temps ! » Et ce capital temps, qui a sa traduction économique si elle n'est pas forcément budgétaire, est une autre forme du « trésor » collectif qu'offre le bénévolat à la société toute entière.

### **ENSUITE UNE CONFIRMATION ... SUR L'ARGENT ASSOCIATIF**

Le contexte de crise joue bien évidemment sur le « coût associatif » qu'il faut entendre à la fois comme ce que cela me coûte et ce que coûte l'activité de l'association. Ce sont les questions de l'enquête relatives aux difficultés personnelles des bénévoles eux-mêmes.

Les réponses des dirigeants associatifs et les commentaires qui y sont liés soulignent assez bien que les questions d'argent, dès lors qu'elles concernent l'argent propre des bénévoles, font l'objet d'une certaine forme de pudeur et de retenue. Quand une association connaît des difficultés budgétaires, c'est souvent le coût du bénévolat qui est le premier affecté (non remboursement des déplacements notamment).

D'une certaine manière, la dimension économique du bénévolat, c'est-à-dire ce qu'il reçoit en moins et ce qu'il donne en plus, sans que cela ne fasse l'objet d'opérations visibles dans les comptes de l'association, fonctionne justement comme une variable d'ajustement budgétaire. Cela est particulièrement vrai dans les associations qui consomment le moins de fonds publics et qui sont de loin les plus nombreuses.

La vie associative bénéficierait ainsi d'une forme de « budget aveugle » jouant comme amortisseur quand les situations se tendent et effaçant ainsi les effets les plus immédiatement perceptibles de la crise et du manque d'argent. Ceci, indépendamment de la valorisation budgétaire du temps bénévole, qui n'est lui aussi que très peu souvent traduit dans les comptes.

Aussi, ce triple phénomène que l'on pourrait résumer hâtivement de la manière suivante : « En temps de crise les bénévoles donnent plus (de leur argent et de leur temps) et reçoivent moins (de leurs frais engagés) » éclaire un aspect de la vie associative, pris sous l'angle de son économie, qui reste en grande partie non explicité et pour lequel des pistes d'étude et de recherche sont largement ouvertes.

### **ENFIN UNE REFLEXION...SUR « L'HOMO ASSOCIATIS »...**

L'ensemble des réponses faites par les responsables associatifs dans ce contexte de crise dessine finalement la silhouette d'un « Homo Associatis » assez distancié et fort raisonnable dans ses jugements et comportements.

On aurait pu s'attendre « à des cris d'orfraie ! ». On voit au contraire une appréhension calme des sujets et une attitude de fond qui révèle une certaine forme de dignité devant les événements. Cela tranche avec le spectacle de l'irresponsabilité et de la boulimie financière d'autres dirigeants dans d'autres secteurs d'activités.

Dans cette crise - dont on nous dit que le pire est encore à venir ! - les associations seront, comme toujours, les mieux en situation de percevoir les multiples effets induits de la crise dans ses ramifications sociales et sociétales les plus fines. Et, comme toujours encore, elles seront les premières à mobiliser leurs forces et à inventer des solutions d'accompagnement des personnes directement touchées ou les plus fragilisées. Ceci quels que soient les secteurs d'activités et qu'ils aient ou pas une relation direct « au social » car les effets d'une crise majeure touchent tous les aspects de la vie des personnes.

Cette « capacité associative » n'est pas ou pas encore par trop compromise semble-t-il. Elle représente une valeur humaine et économique de toute première importance et doit rester mobilisée. Mais jusqu'à quel point de bascule ? Espérons que nos responsables publics, cette fois, ne joueront pas avec le feu !

**PATRICK BONNEAU**